

NOUVELLE BIOGRAPHIE NATIONALE

13



ACADÉMIE ROYALE
DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS
DE BELGIQUE

2016

la forme particulière qui prévaut en Belgique étant marquée par la possibilité d'alliances fondées, d'une part, sur l'ouverture d'un dialogue avec les éléments les plus avancés de la contestation « soixante-huitarde » et, d'autre part, sur le glissement à gauche du mouvement ouvrier chrétien. Député du Borinage, Marc Drumaux soutint donc l'expérience de l'Union démocratique et progressiste (UDP) qui avait été initiée par René Noël, bourgmestre de Cuesmes, avec la participation de militants chrétiens et de militants socialistes que l'appel à l'union des progressistes lancé par le président du Parti socialiste, Léo Collard, le 1^{er} mai 1969, n'avait pas laissés indifférents. Alors que ses jours étaient déjà comptés sans qu'on pût le pressentir, Marc Drumaux prit part activement aux nombreuses discussions qui eurent lieu alors sur une idée nouvelle, celle du contre-pouvoir.

Lors d'un Congrès tenu à Charleroi en mars 1971, il tint à souligner que, sur ce plan, la lutte existait en dehors du PC et qu'il fallait tirer les leçons des expériences concrètes vécues dans les entreprises, les communes et autres lieux, cette idée neuve ayant d'ailleurs des affinités avec celles de la démocratie directe et du contrôle ouvrier.

Quant à la politique étrangère, on remarquera que Marc Drumaux venait à peine de succéder à Ernest Burnelle qu'il eut à faire face aux lourdes retombées de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968. Cette intervention qui visait à enrayer le « Printemps de Prague » fut désapprouvée par le PCB malgré une opposition interne non négligeable, principalement à Liège. Dans un aparté avec un autre dirigeant, il s'exprima clairement : « On ne pourra plus jamais leur faire confiance... ». Dès ce moment, la question centrale de l'internationalisme dut être revue en profondeur. Si pertinentes que fussent les critiques suscitées par cette affaire et bien d'autres, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, le président Drumaux et, avec lui, la majorité des dirigeants du PC évitèrent néanmoins d'aller jusqu'à la rupture, considérant que, malgré la gravité des erreurs commises, l'URSS et ses alliés restaient, face à ce qu'on appelait alors le « capitalisme monopoliste d'État », un point d'appui incontournable pour les forces progressistes à l'échelle mondiale.

De ce qui précède on peut déduire que Marc Drumaux s'était déjà engagé pratiquement dans la voie de l'eurocommunisme qui allait faire son apparition en 1975-1976. Mais il n'eut pas l'occasion de s'y rallier. En août 1972, alors qu'il avait fêté ses cinquante ans en mai, il fut victime d'une thrombose qui mit fin à ses jours.

Centre des archives communistes en Belgique (CAR-CoB), à Bruxelles, Dossier Drumaux, n° 3042, notice autobiographique, s.d. [1954].

L. Collard, *Front des progressistes et crise de la démocratie*, Nivelles, 1972. — M. Drumaux, *Notre conception du contre-pouvoir*, dans *Les Cahiers marxistes*, n° 109, décembre 1982, p. 1-3.

Claude Renard

du BLIOUL, Laurent, homme d'État au service des Habsbourg, greffier de l'ordre de la Toison d'Or, audienier du Conseil privé des Pays-Bas, vraisemblablement né à Créquy (aujourd'hui dans l'arrondissement de Montreuil, Pas-de-Calais, France) en 1454 ou 1455, décédé à Laurensart (Grez-Doiceau) le 15 juin 1542.

Fils de Pierre du Blioul et de damoiselle N... des Mares, il a au moins un frère, Pierre, et une sœur, Liesbeth, qui épousera le juriste Nicolas Everaerts. Laurent du Blioul s'inscrit à la faculté d'Arts de Louvain le 25 février 1475, en même temps que son cousin, Antoine de Mares. Il y obtient, quelques années plus tard, son diplôme de maître en droit.

Provenant d'une famille qui semble avoir laissé peu de traces dans les sources, Laurent du Blioul serait, d'après Ten Raa, un *homo novus* qui s'est élevé en bénéficiant, à l'orée du XVI^e siècle, du rôle grandissant dévolu aux juristes au sein des institutions des Pays-Bas. Outre ce contexte favorable aux gens de robe, il est néanmoins opportun de considérer que la carrière de Laurent a pu aussi bénéficier de la présence et du soutien de réseaux familiaux déjà constitués, de certaines alliances matrimoniales et de liens professionnels efficaces.

Laurent du Blioul débute sa carrière en 1484, en tant que secrétaire « surnuméraire » du Conseil du prince, avant d'être, en 1493,

nommé secrétaire de ce même Conseil. Le 26 octobre 1496, il est élu *in extremis* greffier de l'ordre de la Toison d'Or — en succession de feu Christophe Mertens. Cette charge prestigieuse, qu'il conserve jusqu'à sa mort, détermine en grande partie la suite de sa carrière.

Dès la fin du XV^e siècle, l'autorité que ses différents offices lui confèrent l'entraîne à participer à plusieurs négociations diplomatiques entre les Habsbourg et les Valois. En 1498, Laurent prend ainsi part aux pourparlers qui mènent au traité de Paris. Son action dans cette affaire lui est d'ailleurs ensuite reprochée. Il est accusé de déloyauté envers son maître. Dix ans plus tard, en 1508, il prend lui-même l'initiative de se défendre contre les accusations qui pèsent encore sur lui à ce sujet, à l'occasion d'une assemblée de l'ordre de la Toison d'Or tenue à Malines, devant l'empereur Maximilien. Entre-temps, en 1504, il est envoyé à Blois en tant que plénipotentiaire de l'archiduc Philippe, aux côtés de Jean de Luxembourg et de Charles de Ranchicourt. Les trois ambassadeurs ont comme instruction de traiter des articles qui entourent le mariage entre Claude de France et le futur Charles Quint.

Durant cette période, les ressources financières dont Laurent du Blioul dispose sont suffisantes pour lui permettre de se procurer des terres. En effet, en 1499, il achète la seigneurie de (Ter) Sart, sur la Dyle, avant d'obtenir, six ans plus tard, la haute justice seigneuriale sur ces terres situées à Grez-Doiceau, qui prennent le nom de Laurensart. De plus, en 1501, il obtient de Gérard Vandenhove l'« hof ten Hove », sis à Terlaenen (Overijse).

En 1507, Laurent du Blioul assiste aux funérailles de Philippe le Beau. Au cours des mois de janvier et février 1515, l'archiduc Charles et Marguerite d'Autriche le chargent d'instruire l'ambassade qui, dirigée par Henri de Nassau, doit rendre hommage à François I^{er} pour l'Artois et la Flandre et, du même coup, négocier une alliance avec le nouveau roi de France. Trois ans plus tard, en 1518, le greffier gagne Barcelone afin d'assister à un chapitre de l'ordre de la Toison d'Or. Lors de son retour vers les Pays-Bas, il doit veiller sur les coffres de bijoux et d'ornements qui ont servi à l'occasion de l'assemblée. L'ascension de Laurent du Blioul ne s'arrête pas là. Le 18 avril 1522, il est investi de l'office d'audiencier et premier se-

crétaire du Conseil privé, en succession de feu Philippe Haneton. Enfin, quatre ans plus tard, le 8 août 1526, il obtient la fonction d'audiencier de Brabant, charge qu'il occupe jusqu'à sa mort.

Au cours des années vingt, son expérience ainsi que ses charges conjuguées de greffier de la Toison d'Or et d'audiencier font de lui un personnage éminent des institutions centrales des Pays-Bas. Marguerite d'Autriche l'a pris sous sa protection dès les débuts de sa régence. En 1510, auprès de son père Maximilien, elle a notamment obtenu, pour l'un des fils du greffier, le droit de conférer une prébende attachée à l'église de Sainte-Gudule de Bruxelles ou de Saint-Pierre de Louvain. Charles Quint semble également accorder un grand crédit à Laurent du Blioul, à tel point qu'il le cite, en 1522, parmi ses cinq exécuteurs testamentaires.

L'activité diplomatique de Laurent du Blioul le porte, à cette époque, à jouer un grand rôle dans le conflit qui oppose les Habsbourg à Charles d'Egmont, duc de Gueldre. En 1524, l'audiencier est dépêché à Heusden par Marguerite d'Autriche pour établir une trêve avec le duc. Il est aussi présent lors de la signature des traités de Gorinchem, en 1528. Dix ans plus tard (1538), il est chargé par Marie de Hongrie de faire en sorte que le duc de Clèves et son fils, Guillaume, ne s'entendent pas avec Charles d'Egmont. Entre-temps, il aurait en plus été envoyé en mission auprès du roi d'Angleterre.

La carrière de Laurent du Blioul est couronnée le 3 décembre 1531, lorsqu'à l'occasion d'un chapitre de l'ordre de la Toison d'Or se tenant à Tournai, il est fait chevalier en récompense des services rendus à la maison d'Autriche. L'année suivante (1532), se jugeant trop âgé, il abandonne l'office d'audiencier du Conseil privé au profit de Guillaume Pensart. Le 27 octobre 1540, devenu quasi aveugle, il renonce également en pratique à sa charge de greffier de l'ordre de la Toison d'Or au profit de son neveu, Nicolas Nicolai, qui lui succède officiellement le 8 décembre 1542. Il conserve cependant la pension liée à cet emploi jusqu'à sa mort, qui survient le 15 juin 1542.

Durant sa vie, Laurent du Blioul a eu plusieurs épouses légitimes. Certains de ses enfants sont connus. C'est le cas d'Englebert, mayeur à Jauche jusqu'à sa mort en 1532 ;

Jérôme, recteur de l'université de Louvain à deux reprises et doyen du chapitre de Bréda ; Jeanne, mariée à Joachim Gilles ; Marguerite, épouse du seigneur d'Audregnies ; et Laurent, mayor à Jauche de 1533 à 1544 et agent de Charles Quint à Rome à partir de 1546.

M. Le Glay, *Correspondance de l'empereur Maximilien 1^{er} et de Marguerite d'Autriche, sa fille, gouvernante des Pays-Bas, de 1507 à 1519*, t. 1, Paris, 1839. — M. Le Glay, *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du XVI^e siècle*, Paris, 1845. — F. Koller, *Au service de la Toison d'Or (les officiers)*, Dison, 1971. — Ch. M. G. Ten Raa, *Laurens du Blioul, heer van Sart, audiencier des Keizers*, dans Th. E. A. Bosman, J. P. A. Coopmans (dir.), *Brabantts recht dat is... Opstellen aangeboden aan prof. mr. J. P. A. Coopmans ter gelegenheid van zijn afscheid als hoogleraar Nederlandse rechtsgeschiedenis aan de Katholieke Universiteit Brabant*, Assen-Maastricht, 1990, p. 241-250. — J. Houssiau, *Les secrétaires du Conseil privé sous Charles Quint et Philippe II (c. 1531-c. 1567)*, Bruxelles, 1998, p. 151-159. — C. Henin, *La charge d'audiencier dans les anciens Pays-Bas (1413-1744)*, Bruxelles, 2001, p. 97-98.

Julien Régibeau

DUMONT, Alexandre, Charles, Georges, dit *Alex*, ingénieur civil électromécanicien, ingénieur chimiste, né à Etterbeek (Bruxelles) le 12 janvier 1923, décédé à Uccle (Bruxelles) le 7 février 2010.

Son père, Charles Dumont, né en 1890, fils et petit-fils de gérants de charbonnages, préfère en 1909 entrer à l'École royale militaire ; la guerre 14-18 le trouve lieutenant aux 2^e Chasseurs à pied. Ayant choisi l'Aviation militaire à sa création en 1915, il termine la guerre comme commandant. Il se marie en 1918 avec Suzanne van Acker, née à Eekloo en 1896, infirmière à l'Hôpital de l'Océan à La Panne. En 1923, année de la naissance de son fils Alex, Charles Dumont quitte l'armée active pour entrer dans le monde des affaires, tout en restant dans les cadres de réserve de l'Aviation militaire et y présentant les examens qui lui permettent d'accéder au grade de

major. Le 3 septembre 1937, lors d'un exercice de protection aérienne au-dessus d'Anvers, deux avions s'accrochent. N'ayant pu utiliser son parachute, Charles Dumont décède en service commandé, laissant son épouse, veuve à quarante et un ans, et ses deux fils de onze et quatorze ans.

Après des études secondaires à l'Institut Saint-Louis, Alex Dumont entreprend des études d'ingénieur civil. Il est diplômé ingénieur civil électromécanicien de l'Université libre de Bruxelles et ingénieur chimiste de l'Université de Louvain, en 1946.

Après deux années passées dans le groupe Henkel, Alex Dumont intègre le groupe Electrobél en 1948 où, après un an de travail au bureau d'études, il entre à Fabricom, filiale spécialisée dans les installations électriques et mécaniques, en 1950. Il en devient successivement secrétaire général en 1954, directeur général en 1965, administrateur délégué en 1970 et président du conseil en 1982. Fabricom connaît une très forte croissance de ses activités sous sa direction — le personnel occupé passant de 200 à quelque 12 000 personnes —, ainsi qu'une internationalisation réussie notamment en France, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Allemagne.

En 1980, en complément de ses activités au sein de Fabricom, il est nommé administrateur-directeur d'Electrobél pour toutes les activités industrielles autres que le gaz et l'électricité.

Dans le cadre de Fabricom, il veille à mener à bien tous les chantiers qu'il met en œuvre, et particulièrement l'installation de centrales électriques au Congo belge, en Syrie, en Iran et en Irak, l'éclairage des tunnels de la petite ceinture de Bruxelles, et les deux complexes hospitaliers de Djeddah et de Ryad pour la Garde nationale d'Arabie Saoudite.

Il reste administrateur-directeur de Tractebel (entité ayant regroupé en 1986 les groupes Tractionnel et Electrobél) jusqu'à sa retraite en 1993.

Alex Dumont participa en outre à de nombreuses missions économiques avec le prince Albert.

Au niveau interprofessionnel, il est pendant plus de vingt ans membre du comité de direction de Fabrimétal, dont il préside la régionale du Brabant.

En 1972, il crée l'Union des entreprises de